

Depuis le 5 février, les salariés ont été malmenés. En effet, les rumeurs non démenties par la direction avec force se sont révélées d'une ampleur plus conséquente que prévu.

Les annonces et leur enchaînement ont été brutaux, et d'une violence extrême :

- réception dès le lundi matin du dossier sur le plan de 700 pages par une communication groupe
- annonce de réunions d'équipes envoyées le vendredi aux salariés pour une convocation dès le lundi matin
- tenue, en parallèle, de réunions all staff, services, équipes, parfois le même jour et sur toute la journée
- incompréhension par les salariés devant le timing imposé par la direction générant une panique légitime

Devant cette temporalité à marche forcée, les représentants du personnel n'ont pas pu pleinement apporter dès le lundi l'accompagnement à des salariés en panique et demandeurs de clarifications.

Nous condamnons cette volonté de la direction d'aller vite et de mettre en œuvre un plan d'une telle envergure dès le T2 2024.

Cet empressement hors norme a heurté les salariés :

- Annonces juste avant les vacances scolaires, les laissant partir avec la boule au ventre
- Plan d'envergure qui suit la fin de vision 2025, le rythme des réorganisations et transformations en 2023 sur lesquelles la CFDT des Centraux Parisiens a déjà plusieurs fois levé des alertes.
- Déstabilisation généralisée depuis les annonces

Cet empressement hors norme a perturbé les représentants du personnel :

- Difficulté matérielle d'analyser en détail en 2 semaines un dossier de 700 pages
- Un CSEE exceptionnel organisé pendant les vacances scolaires
- Des réunions de négociations sur les mesures d'accompagnement qui démarrent 1 semaine après le dépôt et qui se tiennent en parallèle des IRP
- Un manque d'informations sur les aspects sociaux du dossier : codes emploi exhaustifs, métiers en tension et pyramide des âges des salariés directement impactés, avenir du télétravail et des prestations externes, etc...

En conséquence, nous condamnons cette marque d'irrespect des salariés et des représentants du personnel.

Nous réclamons du temps :

- pour la mise en œuvre du plan afin que les salariés impactés puissent trouver d'autres opportunités en interne ou à l'extérieur de l'entreprise
- pour aborder avec sérieux et en profondeur, les mesures d'accompagnement adéquates pour l'ensemble des salariés impactés.

L'employeur se devant d'assurer la santé mentale et physique de ses salariés, nous lançons donc cet appel à la direction : cette première véritable négociation d'envergure sous cette nouvelle gouvernance doit permettre d'instaurer un vrai dialogue social, avec une temporalité plus acceptable et donc plus humaine.